

**DISCOURS DE M. ANOUAR KBIBECH
PRESIDENT DU CFCM**

Monsieur le Premier Ministre, M. Manuel VALLS
Monsieur le Ministre de l'Intérieur, M. Bernard CAZENNEUVE,

Messieurs les Présidents d'Honneur du CFCM, Monsieur le Recteur,
Messieurs les Présidents de CRCMs,
Messieurs les Recteurs et Présidents de Mosquées,
Messieurs les Imams et les Aumôniers,

Mesdames et Messieurs les Membres de l'Instance de Dialogue,
Mesdames et Messieurs,

Nous voilà donc réunis dans une nouvelle rencontre de l'Instance de Dialogue.

Je tiens à cette occasion à adresser nos chaleureux remerciements, à M. le Premier Ministre ainsi qu'à M. le Ministre de l'Intérieur pour cette belle initiative qui a ouvert une nouvelle ère dans les Rapports entre l'Etat et les Acteurs du Culte Musulman en France.

En effet, et comme l'a précisé M. le Ministre de l'Intérieur dans son Invitation à la 1^{ère} Réunion de l'Instance de Dialogue :

Il ne s'agit nullement de créer une organisation nouvelle des Français de confession musulmane, mais bien de réunir un Forum d'Echanges régulier entre l'Etat, à travers tous les Ministères et toutes les Administrations concernées, et les principaux acteurs du culte musulman de France.

A ce titre, le fait que cette Instance a été mise en place **en complémentarité et non en concurrence** avec les Instances représentatives du Culte Musulman en France a permis de lever toutes les interrogations ou les inquiétudes qui auraient pu se poser à la veille de sa mise en place.

- 1- La diversité des profils et des compétences qui ont été invitées à l'IDD,
- 2- la qualité des échanges qui ont marqué la tenue de la première Réunion de 15 Juin dernier,
- 3- le fait que des « Groupes de Travail » ce soient constitués et qu'ils aient pu avancer sur les thèmes qui ont été choisis, avec une restitution des résultats concrets qui ont été obtenus ce matin même,
⇒ démontrent la pertinence de la démarche qui a été proposée par le Gouvernement qui apporte ainsi une **réelle plus-value** dans la prise en compte des attentes et des aspirations des citoyens français de confession musulmane.

MANIFESTE CITOYEN DES MUSULMANS DE FRANCE :

Bien-sûr, cette réunion se passe dans un contexte très particulier, au lendemain des attentats tragiques de janvier et de novembre 2015.

Les Musulmans de France se sont alors soulevés comme un seul homme pour dénoncer clairement et fermement ces actes lâches et barbares qui ne peuvent se réclamer d'aucune religion ni d'aucune tradition.

Ainsi, le CFCM et l'ensemble des organisations musulmanes se sont rassemblés à Paris le Dimanche 29 novembre 2015 pour réaffirmer avec la plus grande force leur condamnation des actes terroristes qui ont frappé notre pays le Vendredi 13 novembre 2015 et exprimer leur profonde compassion et leur totale solidarité aux familles des victimes.

Bien qu'ils se soient exprimés à travers leurs différentes Fédérations, Associations et Mosquées sur ces actes abjects, le CFCM et les organisations musulmans ont tenu à exprimer, au nom des Musulmans de France, leur condamnation totale et sans réserve de ces actes barbares qu'aucune foi ni morale ne pourraient justifier.

A cette occasion, les Musulmans de France, ont affirmé leur **attachement profond au pacte républicain et aux valeurs universelles qui fondent notre République** ainsi que notre attachement au **principe de laïcité** garant de la liberté de conscience et du respect de la diversité des convictions et des pratiques religieuses.

Le CFCM et l'ensemble des organisations musulmanes ont réaffirmé à cette occasion que les crimes odieux commis partout dans le monde, et en grande majorité à l'encontre de musulmans eux-mêmes, par l'organisation terroriste DAÉCH sont **en totale contradiction avec les principes et les fondements même de notre religion**.

En clôture de ce Rassemblement historique de l'IMA, vous avez qualifié vous-même, M. Le Ministre, **le Manifeste Citoyen** qui a été proclamé comme « **une Déclaration d'amour à la République et à la France** » de la part des Musulmans de France.

SYNTHESE DES CONTRIBUTIONS :

A l'occasion de ce « *Rassemblement Citoyen des Musulmans de France* » à l'Institut du Monde Arabe (IMA) le 29 novembre 2015, vous aviez également annoncé M. Ministre de l'Intérieur la tenue d'une réunion de l'Instance de Dialogue entièrement dédiée au **thème de « la Prévention de la Radicalisation »**.

Dans **la dynamique de l'action unitaire et solidaire** du Rassemblement de l'IMA, le CFCM a sollicité et recueilli les Contributions des organisations musulmanes sur ce thème de la « Prévention de la Radicalisation ».

Ces Contributions seront regroupées dans un **Livre blanc de la prévention de la Radicalisation** qui sera remis aux Pouvoirs Publics ainsi qu'à l'ensemble des participants à l'Instance de Dialogue.

Ces Contributions ont permis de constituer un **Document de Synthèse** qui regroupe les principales propositions concrètes qui ont été formulées par les Organisations musulmanes.

En effet, la problématique de la radicalisation religieuse et sa prévention se caractérisent par la nécessité de conjuguer l'action de plusieurs acteurs, chacun apportant sa pierre à l'édifice suivant son périmètre de responsabilité.

Je tiens à cette occasion à saluer **la qualité de la réflexion et des contributions de l'ensemble des Organisations musulmanes** pour alimenter les différents ATELIERS qui sont programmés dans le cadre de cette rencontre.

Des Fédérations musulmanes, des Grandes Mosquées, des Institutions telles que même l'Aumônerie musulmane des Prisons et

l'Observatoire contre l'Islamophobie ... toutes se sont mobilisées pour formuler des propositions concrètes et pertinentes.

J'en retiendrai 5 ou 6 Propositions qui permettront de faire avancer les choses :

1 - Renforcer la formation et le rôle des Imams :

La formation des Imams et des Cadres religieux fait partie des priorités du culte musulman.

En effet, l'Imam joue un rôle important dans l'accompagnement de la communauté et dans la transmission aux jeunes et aux moins jeunes des valeurs d'ouverture, de tolérance et de modération, dans le respect des lois et des valeurs de la République.

Le CFCM doit agir pour mutualiser et coordonner les parcours de formation proposés par les différents **Instituts de Formation des Imams** présents sur le territoire national.

2 - Mettre en place un « Conseil Religieux » pour élaborer un contre Discours :

Le moment est venu pour mettre en place un Conseil sur le plan théologique qui pourra être saisi sur des questions ou des problématiques liées à l'exercice du culte musulman en France.

Ce Conseil, qui devra refléter **la diversité de l'Islam de France**, aura pour objectif d'engager la réflexion et l'effort intellectuel (*Ijtihad*) sur la « contextualisation » de la pratique religieuse en France.

Dans le cadre de la prévention de la radicalisation, le Conseil aura pour mission d'élaborer un « contre discours » basé sur un argumentaire théologique solide, en réponse aux « discours djihadistes » qui circulent sur les réseaux sociaux, notamment auprès des jeunes.

Cette démarche permettra de doter les Imams et les Aumôniers qui sont au contact des fidèles, de l'argumentaire théologique nécessaire pour face à l'argumentaire des « djihadistes » qui dévoient les textes sacrés et les valeurs de l'Islam.

Ce Conseil aura également comme mission de **relancer l'effort de la Réforme**. Ceci nous permettra de relancer l'ère du changement et du progrès.

Certaines Contributions proposent même de promouvoir **les vertus de la mystique de l'Islam**, à travers le développement du **Soufisme selon la tradition sunnite** pour lutter en amont contre toutes les formes de violence ou de fanatisme.

3 - Renforcer le rôle éducatif de l'école :

L'école a un rôle à jouer dans cette lutte. Elle doit promouvoir l'enseignement civique des valeurs républicaines et du vivre-ensemble dès l'enfance.

L'apport éducatif de l'école pourrait s'enrichir par la mise en place d'un « **enseignement laïque du fait religieux** » dans les écoles et les lycées.

Ceci permettra d'assurer aux enfants l'ouverture nécessaire aux autres religions et aux autres convictions. Cette démarche permettra également de **semmer les « germes du vivre-ensemble » dès le plus jeune âge**.

Concernant **l'apprentissage de la langue arabe et de la religion en dehors de l'école**, il devient nécessaire d'élaborer un Programme éducatif d'apprentissage de l'arabe et de la religion commun et partagé.

Ce Programme deviendrait alors une alternative sérieuse et maîtrisée aux programmes improvisés et orientés qui sont parfois enseignés dans certaines écoles.

4 - Accompagner les Jeunes et les Convertis :

Il convient de mettre en place de véritables **Programme éducatif pluriannuels** pour les Jeunes et les Convertis, afin de les immuniser vis-à-vis du dévoiement du texte sacré.

La mise en œuvre par les Mosquées d'un cycle de formation sur plusieurs niveaux leur permettra un apprentissage de la langue arabe pour leur faciliter l'accès au Coran et aux textes de référence. Il leur assurera également une éducation religieuse aux vraies valeurs de l'Islam, loin des mauvaises interprétations.

5 - Renforcer et étendre le rôle des Aumôniers :

La prévention de la radicalisation en détention est un phénomène complexe, à multiple facettes. La lutte contre ce fléau nécessite la conjugaison des efforts de plusieurs partenaires; chacun devant agir selon sa sphère de responsabilité.

La prison n'est pas forcément un facteur de radicalisation à elle seule, mais c'est un milieu aggravant ou accélérateur de cette radicalisation.

Face à ces défis grandissants, **le rôle des Aumôniers pénitentiaires doit être redéfini et étendu** pour intégrer la dimension de la prévention et de l'accompagnement des détenus.

La formation et les moyens qui doivent être mis à leur disposition doivent également être réévalués.

Il s'agit là d'une **refondation du rôle** de l'Aumônerie Pénitentiaire musulmane !

6 - Consolider les liens entre les initiatives publiques et les acteurs du culte musulman :

Des structures ont été mises en place par les pouvoirs publics au niveau régional et national pour la prévention et la lutte contre la radicalisation menant à la violence. Ces structures qui regroupent différents spécialistes **doivent intégrer parmi leurs référents des responsables musulmans** au niveau régional et des grandes villes.

Les référents religieux peuvent également être sollicités pour **l'accompagnement des familles ou des jeunes** qui sont concernés par les appels au « Numéro Vert » du Ministère de l'Intérieur. Ils peuvent également avoir **un apport déterminant dans les « Centres de prévention de la Radicalisation »** qui se mettent en place dans le territoire national.

Cette consolidation des efforts, des uns et des autres, passe par la mise en place d'un **Comité de Pilotage et de Coordination paritaire**, à la fois au niveau national et au niveau départemental.

L'objectif de ces Comités est d'assurer une complémentarité dans les actions et de favoriser une entraide et une mutualisation des moyens techniques, logistiques, humains, financiers, ... etc.

Voilà quelques propositions phares de la Synthèse que vous avez entre les mains.

Ces propositions feront avancer à ne pas en douter la réflexion qui sera menée en fin de matinée dans les différents ATELIERS.

Lutte contre l'islamophobie et Sécurisation des Lieux de Culte :

Enfin, Parmi les points qui ont été soulevés également dans ces Contribution figure l'explosion des actes anti-musulmans au lendemain des évènements tragiques de 2015.

En effet, il convient de rappeler que les actes islamophobes en 2015 (429 actes) **ont été multipliés par trois** par rapport à l'année 2014 (133 actes).

Par ailleurs, nous assistons aussi ces dernières années à **la libération de la parole politique et médiatique** stigmatisant les musulmans de France.

Les polémiques à répétition incriminent les musulmans de France et creusent le fossé entre eux et leurs concitoyens.

La condamnation de ces actes doit passer par la recherche effective des auteurs de ces actes et leur punition sévère, ainsi que par des déplacements symboliques ou des paroles fortes à chaque fois que cela est nécessaire.

A ce titre, nous saluons les prises de position du Président de la République et les vôtres, M. le Premier Ministre, à chaque fois que des citoyens musulmans ou que leur lieux de culte font l'objet d'attaques dont la gravité n'a cessé de croître !

Nous tenons à saluer également vos déclarations et vos prises de position, M. le Ministre de l'Intérieur, qui ont toujours été équilibrées et empruntées d'un profond respect des citoyens français de confession musulmane. Vos visites de la Mosquée de Auch et de la Mosquée d'Ajaccio nous ont profondément touchées, M. le Ministre.

Il convient également de souligner le travail remarquable effectué par les services du Ministère de l'Intérieur et l'Observatoire contre l'Islamophobie du CFCM pour suivre avec des Indicateurs objectifs et des données recoupées l'évolution des actes anti-musulmans dans notre Pays.

Nous saluons également le travail formidable du Préfet COUDERC et de son équipe pour mettre en place à la Sécurisation des Lieux de Culte, en concertation avec le CFCM et les Responsables de Mosquées.

CONCLUSION :

En guise de mot de la fin,

Par leur engagement et leurs propositions, le CFCM et l'ensemble des organisations musulmanes démontrent leur mobilisation totale pour mener à bien toutes les actions nécessaires pour prévenir la radicalisation qui est devenue l'une des priorités du moment,

... les évènements de ces derniers jours, à Paris et à Bruxelles le confirment malheureusement.

Les Musulmans de France formulent tous leurs Vœux de Paix, de Sécurité et de Prospérité pour leur Patrie, la France.

Vive la République, Vive la France ... et Vive l'Islam de France.